

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre  
6 place de la Pyrotechnie - CS 70004  
18021 BOURGES CEDEX  
uid18-36.dreal-centre@developpement-durable.gouv.fr

Orléans, le 29/06/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 11/05/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **ASB - AEROSPATIALE BATTERIES**

allée Sainte Hélène  
18000 Bourges

Références : VAT20220281

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/05/2022 dans l'établissement ASB - AEROSPATIALE BATTERIES implanté allée Sainte Hélène 18000 Bourges. L'inspection a été annoncée le 09/02/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ASB - AEROSPATIALE BATTERIES
- allée Sainte Hélène 18000 Bourges
- Code AIOT dans GUN : 0010006525
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

Le site ASB de Bourges fabrique des piles thermiques.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Les suites de la visite du 23 novembre 2020,
- La vérification du respect des prescriptions du Titre 4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 26 mars 2021,
- La déclaration GERE (données 2020 et état de la déclaration des données 2021) - articles 2.7.1 et 2.7.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 26 mars 2021.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'Inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
[DOC, SITE] : Origine des approvisionnements en eau	Arrêté Préfectoral du 22/03/2021, article 4.2.1	/	Sans objet
[DOC,SITE] Protection des réseaux d'eau potable et des milieux	Arrêté Préfectoral du 22/03/2021, article 4.2.2	/	Sans objet
[DOC] Prescriptions en cas de sécheresse	Arrêté Préfectoral du 22/03/2021, article 4.2.3	/	Sans objet
[DOC] : Plan des réseau	Arrêté Préfectoral du 22/03/2021, article 4.3.2	/	Sans objet
[DOC, SITE] Entretien et conduite des installations	Arrêté Préfectoral du 22/03/2021, article 4.4.4	/	Sans objet
[DOC, SITE] : Localisation des points de rejet	Arrêté Préfectoral du 22/03/2021, article 4.4.5	/	Sans objet
[DOC,SITE] CARACTÉRISTIQUES GÉNÉRALES DE L'ENSEMBLE DES REJETS	Arrêté Préfectoral du 22/03/2021, article CHAPITRE 4.5:	/	Sans objet
[DOC] : Eaux résiduaires (industrielles et sanitaires)	Arrêté Préfectoral du 22/03/2021, article 4.5.2	/	Sans objet
[DOC] : Eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 22/03/2021, article 4.5.3	/	Sans objet
[DOC, SITE] : Confinement	Arrêté Préfectoral du 22/03/2021, article 8.5.2.V	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
NC1-VI23112020	Arrêté Préfectoral du 22/03/2021, article 4.6.2	/	Sans objet
NC2-VI23112020	Arrêté Préfectoral du 22/03/2021, article 8.6.2	/	Sans objet
D1-VI23112020	Arrêté Préfectoral du 22/03/2021, article 8.8.3	/	Sans objet
R1-VI23112020	Arrêté Préfectoral du 22/03/2021, article 8.6.6	/	Sans objet
R2-VI23112020	Arrêté Préfectoral du 22/03/2021, article 8.8.2	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
[DOC, SITE] Origine des approvisionnements en eau	Arrêté Préfectoral du 22/03/2021, article 4.2.1	/	Sans objet
[DOC, SITE] : Protection des réseaux internes à l'établissement	Arrêté Préfectoral du 22/03/2021, article 4.3.4	/	Sans objet
[DOC] : Identification des effluents	Arrêté Préfectoral du 22/03/2021, article 4.4.1	/	Sans objet
[DOC, SITE] Gestion des ouvrages : conception, dysfonctionnement	Arrêté Préfectoral du 22/03/2021, article 4.4.3	/	Sans objet
[DOC-SITE] Conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejet	Arrêté Préfectoral du 22/03/2021, article 4.4.6	/	Sans objet
[DOC] : Relevé des rejets d'eau	Arrêté Préfectoral du 22/03/2021, article 4.6.2	/	Sans objet
[DOC] : Autosurveillance des déchets	Arrêté Préfectoral du 22/03/2021, article 5.1.8	/	Sans objet
[GEREP]-Déclaration déchets	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4-II	/	Sans objet
[GEREP]-TTD	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4-IV	/	Sans objet
[GEREP]-Fiabilité des données	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 5	/	Sans objet
[GEREP]-Site internet	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 6	/	Sans objet
[GEREP]-Délai de déclaration	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 7	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans le tableau ci-dessus.

### 2-4) Fiches de constats

**Nom du point de contrôle : NC1-VI23112020**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/03/2021, article 4.6.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux de surface
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Les mesures comparatives mentionnées à l'article 2.6.2 sont réalisées selon la fréquence minimale suivante : Point de rejet concerné N°3  Localisation du point de mesure : Regard avant le bassin d'infiltration Périodicité de la mesure : Tous les 3 ans
<b>Constats :</b> Conforme
<b>Observations :</b> Constat 23/11/2020 : L'exploitant indique qu'aucune mesure n'a jamais été réalisée à sa connaissance. NC1 :La surveillance triennale des eaux résiduaires n'est pas réalisée  Réponse exploitant du 09/03/2021 : Une commande a été passée pour l'analyse des eaux résiduaires et l'intervention de prélèvement est planifiée au 15 mars 2021 . Le rapport d'analyse vous sera transmis dès réception.  Par courriel du 06/05/2022, l'exploitant a transmis à l'inspection le rapport de caractérisation des polluants des rejets des eaux résiduaires et eaux pluviales du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : NC2-VI23112020**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/03/2021, article 8.6.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Les travaux conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude par exemple) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « permis d'intervention » et éventuellement d'un « permis de feu » et en respectant une consigne particulière.  Le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière doivent être établis et visés par l'exploitant ou une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière doivent être signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.
<b>Constats :</b> Conforme
<b>Observations :</b> NC2-VI23112020 Constat 23/11/2020 : L'exploitant indique que des permis de feu sont systématiquement établis pour les travaux qui les nécessitent. L'Inspection a consulté les permis de feu : si le modèle prévoit un enregistrement relatif à la réalisation d'une ronde de sécurité après l'exécution des travaux, les cases correspondantes ne sont pas renseignées. NC2 : Le permis de feu n'est pas correctement établi  L'exploitant a répondu par courrier du 2 mars 2021 : "Rappel aux personnes réalisant le permis de feu de bien renseigner la partie concernant la surveillance après travaux (cf. exemple joint)." Le permis de feu fourni (intervention du 12 février 2021) est complétée pour la partie "ronde de sécurité."  Lors de la visite du 11/05/2022, l'exploitant a présenté un permis de feu établi suite à des travaux réalisés le 16/03/2022. L'encart "ronde de sécurité est renseigné (fin des travaux à 15h et ronde effectuée à 17h).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : D1-VI23112020**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/03/2021, article 8.8.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après : - une ressource en eau de 180 m <sup>3</sup> /h dans le périmètre du site, assurée par 2 réserves d'eau d'une capacité de 60 m <sup>3</sup> chacune [...]
<b>Constats :</b> Conforme
<b>Observations :</b> Constat 23/11/2020 : L'Inspection a constaté la présence des 2 réserves d'eau. Pour la première, la quantité d'eau présente n'a pu être évaluée. Pour la seconde, un trait jaune marque que la quantité de 60 m <sup>3</sup> est disponible. L'exploitant précise que l'utilisation de lithium ne permet pas l'extinction d'un feu avec de l'eau dans les salles sèches et que le premier principe pour éviter l'extension d'un incendie est de cloisonner la salle concernée (parois coupe feu et traversées des parois coupe-feu de même exigence (présence en particulier de clapets coupe-feu). D1-VI23112020 - Demande : L'exploitant communiquera à l'inspection la quantité d'eau présente dans la réserve d'eau située au sud du site.  Par courrier du 2 mars 2021, l'exploitant a indiqué : "La réserve située au sud du site a un volume de 60 m3."  Lors de la visite du 11 mai 2022, l'exploitant a montré à l'inspecteur la nouvelle réserve d'eau d'incendie (enterrée) au droit du nouveau bâtiment, qui a une capacité de 120 m3. La réserve d'eau incendie qui se trouve sur le terrain d'à côté montre un niveau d'eau au niveau du trait jaune.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : R1-VI23112020**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/03/2021, article 8.6.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents aux installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des mesures sont prises pour vérifier le niveau de connaissance et assurer son maintien.</p> <p>Cette formation comporte notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• toutes les informations utiles sur les produits manipulés, les réactions chimiques et opérations de fabrication mises en œuvre,</li> <li>• les explications nécessaires pour la bonne compréhension des consignes,</li> <li>• des exercices périodiques de simulation d'application des consignes de sécurité prévues par le présent arrêté, ainsi qu'un entraînement régulier au maniement des moyens d'intervention affectés à leur unité,</li> <li>• un entraînement périodique à la conduite des unités en situation dégradée vis-à-vis de la sécurité et à l'intervention sur celles-ci,</li> <li>• une sensibilisation sur le comportement humain et les facteurs susceptibles d'altérer les capacités de réaction face au danger.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Conforme</p>
<p><b>Observations :</b> Constat 23/11/2020 : L'exploitant a notamment fait part des éléments d'organisation ci-après. Les nouveaux arrivants font l'objet d'une formation à la sécurité comprenant un volet relatif à la sécurité pyrotechnique (dernière mise à jour du support en 2019). Les agents en place sur des postes à risque pyrotechnique suivent une formation « habilitante » pyrotechnique : • la responsable HSE valide la liste proposée par les responsables des services et délivre elle-même la formation ; • la formation est renouvelée tous les 5 ans ; • le suivi des échéances est assuré par le service RH ; quelques formations arrivent à échéance en 2020 ; l'exploitant a indiqué qu'une formation est programmée la semaine suivante ; • suivent des formations trimestrielles conformément au code du travail, délivrées par la responsable HSE ; Environ 10 % des effectifs sont équipiers de seconde intervention (ESI), spécialement formés par le SDIS au port des ERI et aux interventions (recyclage tous les 2 ou 3 ans). Une formation au risque chimique est suivie principalement par les agents concernés par ce risque (laboratoire notamment). Sauf raison médicale, tous les agents sont formés à la manipulation des extincteurs tous les 2 ans. L'Inspection a : • constaté que toutes les personnes répertoriées comme exposées à un risque pyrotechnique n'avaient pas rigoureusement suivi les échéances trimestrielles ; l'exploitant a indiqué que la réglementation du travail permettait d'alléger la fréquence pour les personnes les moins exposées et que cette disposition avait été mise en œuvre exceptionnellement pendant la crise sanitaire ; • consulté un support de formation trimestrielle ; les consignes de salle et de poste, le retour d'expérience (externe et interne comme un départ de feu dans les locaux d'ASB) y sont notamment abordés ; • constaté que 15 personnes avaient suivi la formation risque chimique en 2018 ; l'exploitant a indiqué qu'une formation de 10 autres personnes est programmée en 2021 ; L'intérim de la responsable HSE est assuré par le directeur.</p> <p>Remarque 1 : Le tableau de suivi des formations trimestrielles pourrait avantageusement discriminer les personnes les plus exposées de celles qui le sont le moins afin d'identifier plus aisément celles pouvant faire l'objet de formations périodiques à fréquence allégée.</p> <p>Par courrier du 2/3/2021, l'exploitant a indiqué "Une désignation plus claire des personnes les plus exposées au risque pyrotechnique a été ajouté dans le fichier."</p> <p>Lors de la visite du 11/05/2022, l'exploitant a montré à l'inspecteur le tableau de suivi des formations suivis par les agents. Une colonne a été ajoutée, indiquant la fréquence de formation requise en fonction du niveau d'implication des opérateurs ("non concerné", annuelle, trimestrielle). Par sondage, l'exploitant a pu expliquer pourquoi quelques agents n'avaient pas suivi de formation en mars 2022 (arrêt maternité, arrivée de l'agent il y a moins de 3 mois - suivi d'une formation dès prise de poste).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : R2-VI23112020**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/03/2021, article 8.8.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions.  L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie sont vérifiés périodiquement selon les référentiels en vigueur. L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.
<b>Constats :</b> Conforme.
<b>Observations :</b> Constat 23/11/2020 : L'Inspection a consulté le rapport de la société SIEMENS relatif au contrôle du 2 janvier 2020 de la détection incendie. Le rapport ne fait pas état d'observations. L'exploitant indique qu'un prochain contrôle est programmé en décembre 2020. L'Inspection constate que le rapport de la société SIEMENS est succinct.  Remarque 2 : Le rapport de vérification de la défense contre l'incendie pourrait être plus engageant pour le contrôleur, notamment en spécifiant qu'un déclenchement de la détection d'incendie dans une salle permettrait, par les asservissements associés, d'assurer efficacement le cloisonnement attendu.  Par courrier du 2 mars 2021, l'exploitant a indiqué : "La demande sera faite au prestataire pour le contrôle périodique du mois de juillet/août."  Lors de la visite du 11/05/2022, l'exploitant a montré à l'inspecteur le rapport de contrôle de la détection incendie en date du 5/8/2021 (contrôle réalisé par SIEMENS). Ce rapport indique précisément les installations contrôlées et le résultat des tests, dont les asservissements. Le rapport conclut au "bon fonctionnement de l'ensemble". L'inspecteur n'a pas contrôlé les rapports de contrôle des autres dispositifs de prévention et de protection contre l'incendie.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : [DOC, SITE] Origine des approvisionnements en eau**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/03/2021, article 4.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, EAU
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter la consommation d'eau. Notamment la réfrigération en circuit ouvert est interdite.
<b>Constats :</b> Conforme
<b>Observations :</b> Constat au 11/05/2022 : Il n'y a pas de système de réfrigération à circuit ouvert.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** [DOC, SITE] : Origine des approvisionnements en eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/03/2021, article 4.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, EAU
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations de prélèvement d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ce dispositif est relevé hebdomadairement. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à disposition de l'inspection des installations classées. Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes : Réseau d'eau potable Ville de Bourges 3400 m <sup>3</sup> /an
<b>Constats :</b> Le dispositif de compteur d'eau n'est pas relevé hebdomadairement. Le volume annuel d'eau consommée est supérieur à la valeur prescrite. Absence de registre de suivi de la consommation d'eau.
<b>Observations :</b> Constat au 11 mai 2022 : Relevé pour les factures : 1558 m <sup>3</sup> (30 décembre au 31 mai) 2727 m <sup>3</sup> (1er juin au 22 novembre 2021).  L'exploitant explique que la consommation élevée s'explique par les travaux du nouveau bâtiment de R&D et n'est pas forcément représentative de la consommation en mode nominal.  Une cuve de 60 m <sup>3</sup> de récupération des eaux pluviales issues de la toiture du nouveau bâtiment a été installée.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** [DOC,SITE] Protection des réseaux d'eau potable et des milieux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/03/2021, article 4.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, EAU
<b>Prescription contrôlée :</b> Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique ou dans les milieux de prélèvement.
<b>Constats :</b> L'exploitant transmettra les documents justifiant des travaux de mise en conformité des disconnecteurs.
<b>Observations :</b> Constat 11 mai 2022 : L'exploitant a présenté les rapports de contrôle de 7 disconnecteurs au niveau des locaux à risques (eau glacée, chaufferie) réalisés les 31/8 et 1/9/2021 par EIFFAGE ENERGIES CENTRE LOIRE. 4 rapports mentionnent "pose non conforme" (local tech SS2, local four Liliput TH, chaufferie, chaufferie derrière chaudière). L'exploitant a indiqué que des travaux sont prévus à la maintenance. Pour tous les disconnecteurs, il est indiqué "pas de risque sanitaire avéré".
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** [DOC] Prescriptions en cas de sécheresse

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/03/2021, article 4.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, EAU
<b>Prescription contrôlée :</b> En période de sécheresse, l'exploitant doit prendre des mesures de restriction d'usage permettant : <ul style="list-style-type: none"><li>- de limiter les prélèvements aux strictes nécessités des processus industriels,</li><li>- d'informer le personnel de la nécessité de préserver au mieux la ressource en eau par toute mesure d'économie ;</li><li>- d'exercer une vigilance accrue sur les rejets que l'établissement génère vers le milieu naturel, avec notamment des observations journalières et éventuellement une augmentation de la périodicité des analyses d'auto surveillance ;</li><li>- de signaler toute anomalie qui entraînerait une pollution du cours d'eau ou de la nappe d'eau souterraine.</li></ul>
<b>Constats :</b> L'exploitant transmettra les éléments justifiant de l'information du personnel de la nécessité de préserver au mieux la ressource en eau par toute mesure d'économie en période de sécheresse.
<b>Observations :</b> Constat au 11 mai 2022 : L'exploitant indique mettre en place les actions suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- des dispositifs économes en eau,</li><li>- mise en place d'une cuve de récupération des eaux de pluie,</li><li>- pas d'arrosage automatique des espaces verts (sauf ponctuellement après plantation).</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** [DOC] : Plan des réseau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/03/2021, article 4.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, EAU
<b>Prescription contrôlée :</b> Un schéma de tous les réseaux d'eaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître : <ul style="list-style-type: none"><li>- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,</li><li>- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire.....),</li><li>- les secteurs collectés et les réseaux associés,</li><li>- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs.....),</li><li>- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).</li></ul>
<b>Constats :</b> Le plan des réseaux est incomplet, il manque notamment : <ul style="list-style-type: none"><li>- l'ouvrage de disconnexion en amont du réseau d'eau potable</li><li>- le compteur,</li><li>- la bêche de rétention d'eau d'extinction d'un incendie (près du filtre à sable des eaux résiduaires).</li></ul>
<b>Observations :</b> Constat au 11 mai 2022 : Plan version A du 4/4/22.  Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître : <ul style="list-style-type: none"><li>- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation, OUI - AEP</li><li>- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire.....), NON n'apparaît pas (il y en a un général et aussi dans les bâtiments)</li><li>- les secteurs collectés et les réseaux associés, OUI</li><li>- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs.....), il y a un compteur mais n'apparaît pas NON</li><li>- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu). NON , 2 baches de rétention d'incendie (1 est représentée, l'autre pas, celle près du filtre à sable).</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** [DOC, SITE] : Protection des réseaux internes à l'établissement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/03/2021, article 4.3.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, EAU
<b>Prescription contrôlée :</b> Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux d'égouts ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces égouts, éventuellement par mélange avec d'autres effluents.  Par les réseaux d'assainissement de l'établissement ne transite aucun effluent issu d'un réseau collectif externe ou d'un autre site industriel.  Un système permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur.  Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande.  Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne,
<b>Constats :</b> Pas de non respect constaté.
<b>Observations :</b> Constat au 11 mai 2022  Selon l'exploitant, les effluents du site ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux d'égouts ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces égouts, éventuellement par mélange avec d'autres effluents. Selon l'exploitant, il n'y a pas de réseau extérieur à l'établissement qui circule sur le site.  La consigne concernant les vannes d'isolement est dans le POI. Les équipiers de seconde intervention sont formés à l'utilisation des vannes. L'exploitant a montré la consigne : n°5.8. La consigne indique l'arbre de décision avant rejet éventuel, et un plan indique la localisation des vannes et deux photos.  Concernant le dispositif d'isolement du site : voir constats de la prescription article 8.5.2.V.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** [DOC] : Identification des effluents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/03/2021, article 4.4.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, EAU
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants : - les eaux usées et les eaux sanitaires ; - les eaux pluviales.
<b>Constats :</b> Conforme
<b>Observations :</b> Constat au 11 mai 2022 : vu sur le plan.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** [DOC, SITE] Gestion des ouvrages : conception, dysfonctionnement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/03/2021, article 4.4.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, EAU
<b>Prescription contrôlée :</b> La conception et la performance des installations de traitement (ou de pré-traitement) des effluents aqueux permettent de respecter les Valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté. Elles sont entretenues, exploitées et surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité ou à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition.) y compris à l'occasion du démarrage ou d'arrêt des installations.  Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les fabrications concernées.  Les dispositions nécessaires doivent être prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents ou dans les canaux à ciel ouvert (conditions anaérobies notamment).
<b>Constats :</b> Conforme
<b>Observations :</b> Constat au 11 mai 2022 : vu sur plan et présenté : <ul style="list-style-type: none"><li>- Séparateur à hydrocarbures du parking des véhicules légers (20 places),</li><li>- filtres à sable pour le point de rejet n°1,</li><li>- fosses septiques pour les points 1 et 2. Ces deux équipements sont inspectés une fois tous les quatre ans (rapport du 9/10/2019 et prochain contrôle affiché pour 2023 - Bourges plus).</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** [DOC, SITE] Entretien et conduite des installations

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/03/2021, article 4.4.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, EAU
<b>Prescription contrôlée :</b> [...]  Ces dispositifs de traitement sont entretenus par l'exploitant conformément à un protocole d'entretien. Les opérations de contrôle et de nettoyage des équipements sont effectués à une fréquence adaptée.  [...]
<b>Constats :</b> L'exploitant se renseignera sur la nature et la fréquence d'entretien requise du filtre à sable du point n°1.
<b>Observations :</b> Constat au 11 mai 2022 : l'exploitant a expliqué que le dispositif d'assainissement non collectif est contrôlé par le SPANC. Le filtre à sable n'a pas été contrôlé selon l'exploitant.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** [DOC, SITE] : Localisation des points de rejet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/03/2021, article 4.4.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, EAU
<b>Prescription contrôlée :</b> Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet qui présentent les caractéristiques suivantes :  * Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le N°1 Nature des effluents : Eaux résiduaires (industrielles et sanitaires sauf restaurant d'entreprise) Traitement avant rejet : Fosse septique et lit filtrant (filtre à sable) Localisation du point de rejet : Filtre à sable au nord-ouest du site, près du bassin d'infiltration Milieu naturel récepteur : Infiltration dans le sol.  Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le N°2 Nature des effluents : Eaux domestiques du restaurant d'entreprise Traitement avant rejet : Fosse septique et lit filtrant (filtre à sable) Localisation du point de rejet : Filtre à sable au nord-ouest du restaurant Milieu naturel récepteur : Infiltration dans le sol.  Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le N°3 Nature des effluents : Eaux pluviales susceptibles d'être polluées Traitement avant rejet : Séparateur à hydrocarbures en sortie du parking 20 places Localisation du point de rejet : Bassin d'infiltration Milieu naturel récepteur : Infiltration dans le sol.
<b>Constats :</b> L'exploitant se renseignera sur l'imperméabilité ou non du filtre à sable.
<b>Observations :</b> Constat au 11 mai 2022 :  Eaux résiduaires : - eaux de process de l'élément constituant (ponctuellement sur de la recherche et du développement), - eaux de rinçage des verreries du laboratoire (2eme eau de rinçage ; la première eau et les réactifs partent en installation de traitement).  Les eaux résiduaires sont envoyées dans une fosse septique avec les eaux sanitaires avant passage dans le filtre à sable qui déverse dans le bassin d'orage d'infiltration. Les analyses ont été faites en amont de ce filtre car il n'y a pas eu de rejet. L'exploitant ne sait pas si ce bassin est isolé par rapport au sous-sol. Lors de la visite, le regard au niveau du filtre à sable était sec. Dans le bassin d'infiltration, de la végétation (ronces...) pousse au niveau du point de rejet des eaux résiduaires ce qui laisse à penser que des rejets ont lieu.  Eaux pluviales : - bassin d'orage - eaux pluviales du nouveau parking VL : séparateur avant envoi dans le bassin d'orage qui fait bassin d'infiltration.  Eaux du restaurant : - fosse septique et infiltration.  Les fosses septiques sont contrôlées par le SPANC.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** [DOC-SITE] Conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/03/2021, article 4.4.6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, EAU
<b>Prescription contrôlée :</b> [...]  Aménagement des points de prélèvements Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant...). <p>Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.</p> <p>Les agents des services publics, notamment ceux chargés de la Police des eaux, doivent avoir libre accès aux dispositifs de prélèvement qui équipent les ouvrages de rejet vers le milieu récepteur.</p> <p>Section de mesure</p> <p>Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.</p>
<b>Constats :</b> Pas de non respect constaté.
<b>Observations :</b> Constat au 11 mai 2022 :  Il n'y a pas de point spécialement aménagé pour les prélèvements (rejets ponctuels). Pour les eaux résiduaires, le prélèvement se fait en sortie de fosse, pour les eaux pluviales, le prélèvement se fait dans le bassin d'infiltration.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : [DOC,SITE] CARACTÉRISTIQUES GÉNÉRALES DE L'ENSEMBLE DES REJETS**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/03/2021, article CHAPITRE 4.5:
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, EAU
<b>Prescription contrôlée :</b> Les effluents rejetés doivent être exempts : <ul style="list-style-type: none"><li>- de matières flottantes,</li><li>- de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes,</li><li>- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.</li></ul> Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- température : &lt; 30°C;</li><li>- pH: compris entre 5,5 et 8,5,</li><li>- couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg Pt/l.</li></ul>
<b>Constats :</b> Rejets des eaux résiduaire et rejets des eaux pluviales non conformes sur le paramètre "couleur".
<b>Observations :</b> Constat au 11/05/2022 :  - Eaux résiduaires usine (bordereau Bureau Veritas - intervention du 14/03/2022 au 15/03/2022 : Non conforme sur la couleur (820 mg Pt/l) - Eaux pluviales (bordereau Bureau Veritas - intervention du 15/03/2022) : Non conforme sur la couleur (210 mg Pt/l).  L'exploitant précise que les analyses sont faites avant le filtre à sable (Eaux résiduaires) - rejet sanitaires à 90%. L'exploitant indique que ces rejets sont des eaux sanitaires à 90%, de plus le rejet est infiltré. Une nouvelle analyse sera faite en 2023.  L'exploitant précise que le jour des analyses, il y a eu du vent du sable du Sahara. Une nouvelle analyse sera faite en 2023.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** [DOC] : Eaux résiduaires (industrielles et sanitaires)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/03/2021, article 4.5.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, EAU
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Référence du rejet vers le milieu récepteur : N°1 (Cf. repérage du rejet au paragraphe 4.4.5.).</p> <p>Les eaux sanitaires et industrielles, les eaux domestiques sont traitées et évacuées conformément aux règlements en vigueur.</p> <p>L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration définies ci-dessous.</p> <p>Paramètre/ Code Sandre/Concentration instantanée (mg/l)/ Concentration moyenne journalière en mg/l</p> <p>Matières en suspension totales (MEST) : 1305 / 60 / 30  DBO : 1313 / 80 / 40  DCO : 1314 / 200 / 10  Azote global : 1551 / 200 / 10</p> <p>Le débit maximal mensuel est de 400 m3 et le débit moyen journalier de 20 m3/j.</p> <p>"Les émissions directes ou indirectes de substances mentionnées à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 sont interdites dans les eaux souterraines.</p> <p>Pour les eaux industrielles rejetées avec les eaux résiduaires (industrielles et sanitaires hors restaurant d'entreprise) au point de rejet N°1, l'exploitant, dans un délai de 4 mois suivant la parution du présent arrêté préfectoral, détermine et quantifie les substances visées à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susceptibles d'être rejetées sur un échantillon représentatif de l'activité.</p> <p>L'exploitant établit et transmet à l'inspection des installations classées dans un délai de 15 jours après la fin des opérations de quantification, un rapport relatif à cette caractérisation qui présente, le cas échéant, les dispositions mises en œuvre pour supprimer les rejets des substances dont les émissions sont interdites."</p>
<p><b>Constats :</b>  Dépassement des concentrations autorisées sur les paramètres MES, DBO5, DCO (concentrations respectives de 80 mg/l, 169 mg/l et 322 mg/l).  Rejet de polluants non autorisés dans les eaux souterraines - eaux résiduaires - analyses réalisées en amont du filtre à sable.  L'exploitant procédera à la caractérisation qualitative et quantitative des eaux de lavage du laboratoire (fiches de données de sécurité, certificat d'acceptation préalable des eaux de premier lavage...).</p>
<p><b>Observations :</b> Constat au 11/05/2022 : Par courriel du 06/05/2022, l'exploitant a transmis un "Rapport de caractérisation des polluants des rejets eaux résiduaires et eaux pluviales - ASB/DE 2022-034" daté du 03/05/22.</p> <p>"L'objectif de ce document est de déterminer :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les substances visées à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susceptibles d'être rejetées au niveau des eaux industrielles rejetées avec les eaux résiduaires ;"</li> </ul> <p>Le rapport liste les sources potentielles de solvants, indique qu'aucune activité sur le site n'utilise de l'eau industrielle, que la majorité des matières premières sont des produits solide et que ces produits sont traités en déchets dangereux, et qu'il n'y a quasiment aucune activité de travail mécanique des métaux.</p> <p>Selon le rapport, "Les seuls rejets pouvant potentiellement contenir des traces de pollution sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Rejets du lavage du matériel de laboratoire sachant que les premières eaux de rinçage sont traitées en tant que déchet dangereux</li> <li>- Rejets du lavage des contenants de production (environ 1 machine à laver de 40 L par jour)"</li> </ul>

Le rapport présente pour chaque polluant ou catégorie de polluant de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 2/2/98, la présence potentielle de ce polluants et un commentaire. Les paramètres listés sont ceux de l'arrêté.

Les résultats fournis au paragraphe 3.3. du rapport montrent :

- le dépassement des paramètres MES, DBO5, DCO (concentrations respectives de 80 mg/l, 169 mg/l et 322 mg/l), l'azote est conforme.
- pour des polluants de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 2/2/98 identifiés par l'exploitant comme susceptibles d'être présents dans le rejet, des valeurs marquées comme "<" sauf pour certains polluants.

Le rapport conclut "L'ensemble des mesures des polluants est non significatif et de même ordre que l'eau de ville (annexe 2)."

Remarque inspection : ce n'est pas tout à fait exact, les valeurs analysées dans l'eau de ville n'étant pas du même ordre de grandeur pour ces polluants.

Le rapport conclut : "Les résultats d'analyse des prélèvements effectués les 14 et 15 mars mettent en évidence qu'aucun polluant identifié à l'annexe II de l'arrêté du 2 février 1998 et de l'annexe de l'arrêté du 10 juillet 1990 et susceptible d'être présent sur site ne se retrouve au niveau de nos effluents d'eaux résiduaires et eaux pluviales. Les valeurs mesurées sont du même niveau que celles présentent au niveau de l'eau de ville."

L'exploitant rappelle que les analyses ont été réalisées en amont du filtre à sable, car il n'y a pas de rejet au niveau de ce dernier vers le bassin d'infiltration.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :** Sans objet

**Nom du point de contrôle :** [DOC] : Eaux pluviales

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/03/2021, article 4.5.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, EAU
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Référence du rejet vers le milieu récepteur : N° 3 (cf. repérage du rejet sous l'article 4.4.5).</p> <p>Le bassin d'infiltration de 1500 m2 est dimensionné et entretenu pour garantir une infiltration des eaux de pluie.</p> <p>L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux pluviales dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration définies ci-dessous.</p> <p>Paramètre / Code Sandre / Concentrations instantanées (mg/)</p> <p>Matières en suspension totales / 1305 / 100  DOB5 / 1313 / 100  DCO / 1314 / 300  Hydrocarbures totaux (HCT) / 7009 5</p> <p>La superficie des surfaces imperméabilisées est 17 200 m2.</p> <p>L'exploitant démontre, dans les 6 mois suivant la parution du présent arrêté, que le ruissellement des eaux pluviales sur des toitures, aires de stockage, voies de circulation, aires de stationnement et autres surfaces imperméables n'est pas susceptible de présenter un risque particulier d'entraînement de substances polluantes par lessivage des installations de production, toitures, sols, aires de stockage.....En particulier, l'exploitant détermine et quantifie les polluants de l'annexe de l'arrêté ministériel du 10 juillet 1990 mis en œuvre dans les installations et susceptibles d'être entraînés par les eaux pluviales. L'exploitant établit un rapport relatif à cette démonstration. Le rapport est transmis à l'inspection des installations classées dans un délai de 15 jours après sa mise à disposition, ce rapport présente notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la justification des polluants retenus pour les mesures quantitatives ;</li> <li>- les conditions de réalisations des mesures (fonctionnement des installations, précipitations...)</li> <li>- les résultats des mesures ;</li> <li>- le cas échéant, une proposition d'adaptation des conditions de rejets et d'autosurveillance des eaux pluviales recueillies sur le site.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b>  Rejet de polluants non autorisés dans les eaux souterraines - eaux pluviales.</p> <p>L'exploitant procédera à une analyse des eaux pluviales au second semestre 2022.  L'exploitant justifiera le délai de l'analyse prévue en sortie de séparateur à hydrocarbures.</p>
<p><b>Observations :</b> Constat au 11/05/2022 : Par courriel du 06/05/2022, l'exploitant a transmis un "Rapport de caractérisation des polluants des rejets eaux résiduaires et eaux pluviales - ASB/DE 2022-034" daté du 03/05/22.</p> <p>Le rapport liste les sources potentielles de polluants et indique que "L'ensemble des eaux pluviales du site sont dirigés en un seul point exutoire au niveau du bassin d'infiltration. Les eaux pluviales du site comprennent les eaux de toiture et les eaux de voirie ainsi que les rejets du séparateur d'hydrocarbure installé en février 2022 au niveau du parking du nouveau bâtiment (24/4). Les polluants mesurés sont identiques à ceux pouvant potentiellement se trouver au niveaux des eaux industriels du site."</p> <p>Selon ce rapport, "les eaux en sortie du séparateur hydrocarbure rejoignent le point de rejet final du site au niveau du bassin d'infiltration, c'est pourquoi que seuls les paramètres généraux et hydrocarbures seront mesurés au niveau de ce point.  L'installation du séparateur d'hydrocarbures associé au parking date de février 2022 et lors de la campagne de mesures du 15 mars le parking associé n'était pas encore opérationnel. C'est pourquoi il sera planifié au second trimestre 2023 une analyse des eaux en sortie de séparateur après environ 1 année de fonctionnement."</p> <p>Les résultats pour les MES, DBO5, DCO et hydrocarbures totaux sont conformes aux VLE. Le</p>

<p>rapport précise que "les mesures ont été réalisées le 15/03/2022 semaine où la France a connue des pluies contenant du sable du Sahara."</p> <p>Le rapport reprend les concentrations pour les paramètres de l'annexe de l'arrêté ministériel du 10/07/1990, les résultats sont tous "&lt;" sauf pour certains polluants.</p> <p>Le rapport conclut que "L'ensemble des mesures des polluants est non significatif et de même ordre que l'eau de ville" et que :</p> <p>Les résultats d'analyse des prélèvements effectués les 14 et 15 mars mettent en évidence qu'aucun polluant identifié à l'annexe II de l'arrêté du 2 février 1998 et de l'annexe de l'arrêté du 10 juillet 1990 et susceptible d'être présent sur site ne se retrouve au niveau de nos effluents d'eaux résiduaires et eaux pluviales. Les valeurs mesurées sont du même niveau que celles présentées au niveau de l'eau de ville."</p> <p>Le rapport indique : "Le séparateur d'hydrocarbure venant d'être installé des mesures de rejets seront réalisées au 2ème trimestre 2023. Ces analyses couvriront les paramètres de l'article 4.5.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale n°2021-0254 du 22 mars 2021 soit MEST, DBO5, DCO et hydrocarbures totaux."</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : [DOC] : Relevé des rejets d'eau**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/03/2021, article 4.6.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, EAU
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Fréquences, et modalités de l'auto surveillance de la qualité des rejets aqueux.</p> <p>Par défaut, les méthodes d'analyse sont celles définies par l'arrêté du 7 juillet 2009 relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et aux normes de référence.</p> <p>Les mesures comparatives mentionnées à l'article 2.6.2 sont réalisées selon la fréquence minimale suivante : Point de rejet concerné N°3</p> <p>Localisation du point de mesure : Regard avant le bassin d'infiltration Périodicité de la mesure : Tous les 3 ans</p>
<p><b>Constats :</b> Conforme</p>
<p><b>Observations :</b> Lors de la visite du 11 mai 2022, l'exploitant a présenté les résultats d'analyses des eaux pluviales réalisées le 11/03/2022. L'exploitant a indiqué qu'il réalisera également des analyses en sortie du séparateur à hydrocarbures collectant les eaux pluviales du parc de stationnement de véhicules légers en 2023.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : [DOC] : Autosurveillance des déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/03/2021, article 5.1.8
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, DECHETS
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant déclare chaque année au ministre en charge des installations classées les déchets dangereux et non dangereux conformément à l'arrêté du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets.
<b>Constats :</b> Conforme
<b>Observations :</b> Constat au 11/05/2022 : la déclaration GEREPE a été transmise.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : [GEREP]-Déclaration déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4-II
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déclaration déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées : – les quantités de déchets dangereux générés ou expédiés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure 2 t/an. L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées : – les quantités de déchets non dangereux générés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure à 2 000 t/an. Cette déclaration comprend : – la nature du déchet (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe « de la décision 2000/532/ CE dans sa version modifiée par la décision 2014/955/ UE susvisée » ; – la quantité par nature du déchet ; – le nom et l'adresse de l'entreprise vers laquelle le déchet est expédié ; – le mode de valorisation ou d'élimination réalisé par la société susmentionnée, selon les codes spécifiques de l'annexe IV.
<b>Constats :</b> Conforme
<b>Observations :</b> Constat au 11/05/2022 : L'exploitant a déclaré les déchets produits (quantité supérieure à 2 t/an).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : [GEREP]-TTD**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4-IV
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, TTD
<b>Prescription contrôlée :</b> Dans le cas de mouvements transfrontaliers de déchets soumis à notification, l'exploitant indique en outre le numéro de notification. »
<b>Constats :</b> Pas de non respect constaté.
<b>Observations :</b> Constat au 11/05/2022 : L'exploitant n'a pas déclaré de déchets ayant été traités à l'extérieur du pays.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : [GEREP]-Fiabilité des données**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Fiabilité des données
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant met en œuvre les moyens nécessaires pour assurer la qualité des données qu'il déclare. Pour cela, il recueille à une fréquence appropriée les informations nécessaires à la détermination des émissions de polluants et des productions de déchets. Les quantités déclarées par l'exploitant sont basées sur les meilleures informations disponibles notamment sur les données issues de la surveillance des rejets prescrite dans l'arrêté préfectoral d'autorisation de l'établissement, de calculs faits à partir de facteurs d'émission ou de corrélation, d'équations de bilan matière, des mesures en continu ou autres, conformément aux méthodes internationalement approuvées. L'exploitant tient à la disposition du service chargé du contrôle de l'établissement, pendant une durée de 5 ans, les informations sur lesquelles les valeurs qu'il a déclarées sont basées. Ces informations contiennent notamment les justificatifs relatifs aux évaluations et/ou mesures réalisées, la localisation et l'identification des points de rejet correspondants.
<b>Constats :</b> Conforme.
<b>Observations :</b> Constat au 11/05/2022 : vérifier registre.  L'exploitant présente le registre des déchets dangereux et non dangereux.  Pour un déchet par sondage : 160303* - code D13, pour 9,056 tonnes (le registre n'était pas à jour sur le code élimination) - code D15 : 0,109 tonnes - code D9 : 1,191 tonnes.  Les quantités sont identiques entre le registre et la déclaration GEREP.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : [GEREP]-Site internet**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Site internet
<b>Prescription contrôlée :</b> La déclaration prévue à l'article 4 du présent arrêté est effectuée sur le site de télédéclaration du ministère « en charge des installations classées » prévu à cet effet et est adressée au service chargé du contrôle de l'établissement. Ce service peut demander à l'exploitant de modifier, compléter ou justifier tout élément de sa déclaration. Ces modifications, compléments ou justifications sont transmis dans un format identique à celui de la déclaration initiale.
<b>Constats :</b> Conforme
<b>Observations :</b> Constat au 11/05/2022 : La déclaration GEREP des données 2021 a été réalisée sur le site internet dédié.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : [GEREP]-Délai de déclaration**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Délai de déclaration
<b>Prescription contrôlée :</b> « La déclaration des données d'émissions polluantes et des déchets d'une année N est effectuée avant le 31 mars N + 1. Pour les installations classées relevant du système d'échange de quotas d'émissions de gaz à effet de serre, la date ci-dessus est remplacée par celle fixée par l'article R. 229-20 du code de l'environnement. »
<b>Constats :</b> Conforme
<b>Observations :</b> Constat au 11/05/2022 : La déclaration GEREP des données 2021 a été transmise le 23/03/2022.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : [DOC, SITE] : Confinement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/03/2021, article 8.5.2.V
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Confinement
<b>Prescription contrôlée :</b> Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées. En cas de dispositif de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.
<b>Constats :</b> Les matières canalisées ne sont pas collectées de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes. Des tests réguliers ne sont pas menés sur ces équipements.
<b>Observations :</b> Sur le site, l'exploitant a montré à l'inspecteur les deux bâches de rétention des eaux d'extinction d'un incendie, pour chacune, un volant permet d'orienter la vanne vers la bâche.  La bâche située près du filtre à sable est vide. L'exploitant ne sait pas quand a eu lieu le dernier contrôle. Il conviendrait de réaliser un contrôle de celle-ci.  En cas d'incendie, les deux bâches se rempliraient grâce à une pompe. Ces pompes ne sont pas secourues en cas de défaillance de l'alimentation électrique du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet